

Retraites. Comment gagner ?

Une campagne d'idées, de luttes et de propositions.

L'avenir des retraites va se jouer dans les toutes prochaines semaines.

L'opération gouvernementale visant à préparer l'opinion publique à l'idée qu'il ne serait plus possible de garantir le financement de notre système par répartition, et qu'une nouvelle « réforme » portant sur l'âge de départ et la durée des cotisations serait le seul et unique chemin à prendre, vient au cours des derniers jours de bénéficier d'une très large couverture médiatique. La question que se pose aujourd'hui une écrasante majorité de personnes est assez simple : à quel âge me sera-t-il possible de partir en retraite, mon niveau de pension sera-t-il suffisant pour pouvoir tout simplement vivre ?».

La pension moyenne brute des quelques 15 millions de retraités français s'élevait en 2008 à 1120 euros par mois. 600 000 vivent sous le seuil de pauvreté. Quant aux plus jeunes, les difficultés immenses de la vie quotidienne, le véritable parcours du combattant auquel ils doivent faire face pour leur insertion sociale et professionnelle, peuvent rendre l'horizon 2040 bien lointain. Une société qui ne permet plus à sa jeune génération de se projeter dans l'avenir est une société profondément malade. Plus que jamais, le débat qui s'engage porte sur la crise du capitalisme et sur l'alternative à construire.

Aujourd'hui, dans le débat, notamment sur les conséquences de l'allongement de l'espérance de vie, il y a une idée importante qui fait défaut. Tout le monde est d'accord sur le fait qu'il y a une révolution technologique, beaucoup de gens en vivent les effets négatifs liés à la domination de l'argent pour l'argent. Cela masque **les immenses possibilités de la réduction de la peine des hommes, du temps de travail avec une meilleure satisfaction des besoins à tous les ages de la vie**. Cette donnée invalide l'argument sur la fatalité d'un allongement de la durée de cotisation et rend réellement possible ce que fort justement Lucien Sève appelle non pas le « troisième âge » mais une « troisième vie ». « Une vie pleinement humaine, et qui plus est dans un statut consolidé de la retraite par répartition, une vie soustraite en son cœur aux logiques exploiteuses du capital ». **Notre campagne doit en effet permettre de rajeunir et révolutionner les idées sur cette troisième vie.**

Dès cette semaine avec l'annonce des prévisions financières présentées par le Conseil d'Orientation des Retraites (COR) - il faut d'ailleurs dénoncer l'instrumentalisation grossière de cet organisme -, la droite et le Medef veulent cadenciser le débat qui s'engage en le limitant à une approche comptable. L'objectif, sur fond de manipulations des chiffres, de discours alarmistes sur l'avenir des retraites, est d'assommer d'entrée l'opinion publique. De nouveaux, des milliards valent au-dessus de nos têtes. Non pas cette fois pour sauver les banques mais pour liquider les retraites, au sens définitif du terme.

On peut d'ores et déjà dérouler les étapes de la stratégie gouvernementale des prochaines semaines :

- Etape 1. Laisser croire à une « consultation » des partenaires sociaux, avec le premier chiffrage du

COR alimenter l'idée d'une prétendue faillite de notre système, installer dans le paysage les scénarios les plus noirs allant, comme y invite le Medef en en demandant toujours plus, vers un allongement du départ effectif à la retraite, 66 ans pour 2020, 71 ans pour 2050...

Etape 2. Fin mai/début avril : un affichage des grandes lignes de la réforme en donnant le sentiment de lâcher du lest sur l'âge légal de départ, en passant de l'insupportable à l'inadmissible, tout en laissant entendre que l'effort sera équitablement partagé par l'instauration d'un « prélèvement spécifique ».

Etape 3. Une réforme bouclée, sinon votée, d'ici la trêve estivale avec un conseil des ministres à la mi-juillet et le début de la discussion au Sénat dans la foulée.

Le plan de communication, avec une première phase pour un montant de 5 millions d'euros, a démarré cette semaine pour gagner l'opinion à l'idée d'une réforme et qu'il faut le faire maintenant.

Cette volonté d'un passage en force, contraire aux déclarations « rassurantes » de la fin mars, traduit une détermination de la droite, nous en avons eu un exemple récent avec la mesure prise contre les infirmières, mais aussi son inquiétude. Après l'échec des élections régionales, et dans un climat social de mobilisations grandissantes dans le public et le privé, d'exaspération de millions de femmes et d'hommes devant l'absence de perspectives pour une amélioration concrète et rapide de leurs conditions d'existence, « du quai de Ouistreham » aux portes de l'usine de la Sodimatex, la contre-réforme des retraites peut être la provocation de trop. Travailler plus pour toucher moins, ce n'est pas vraiment ce qui avait été promis lors des dernières élections présidentielles.

L'essentiel de la bataille des retraites va se jouer dans les deux prochains mois. Il faut s'y préparer. Depuis quelques jours, nous mesurons une réelle disponibilité dans le Parti qui doit aujourd'hui permettre une entrée en campagne très combative avec un engagement militant comparable à celui de 2005 pour la campagne référendaire contre le TCE.

Sommes-nous d'accord pour ensemble évaluer la situation comme une situation ouverte. Une situation où les projets du gouvernement peuvent être mis en échec. Aujourd'hui, comme en 2005, l'ambition que nous nous fixons est essentielle, pour l'engagement des communistes dans les prochaines semaines, et pour l'ampleur et la détermination du rassemblement qui est en train de se construire. On ne mène pas une bataille de la même manière selon l'objectif que l'on se fixe.

Ce rapport, travaillé avec les différentes commission du Conseil national, ne peut dans le temps imparti, faire un tour complet du sujet. Nous lançons un site de campagne qui hébergera des documents, des textes de référence. Cet espace sera par ailleurs très utile pour une veille, une réactivité au dispositif idéologique de la droite, une actualisation de nos argumentaires.

Je vous propose ici de traiter de trois questions :

Les objectifs réels du gouvernemental.
Les enjeux politiques et démocratiques.
La campagne des communistes.

Les objectifs réels de la droite, comment y faire face ?

Quels sont les objectifs de la droite ? Est-il question uniquement des retraites ?

Le COR met dans ses hypothèses ce que N.Sarkozy et le MEDEF entendent retrouver dans

ses conclusions. Il affirme, ainsi (p.41), que « *compte tenu de la hausse projetée de la durée d'assurance requise pour une pension à taux plein à 41,5 ans en 2020, l'âge effectif moyen de départ à la retraite augmenterait en projection, tant au régime général que dans la fonction publique. Au total, par rapport à 2008, il augmenterait d'environ 1 an à l'horizon 2030 et de l'ordre de 2 ans à l'horizon 2050* ».

L'objectif principal est de réduire les pensions publiques servies par le régime par répartition dans le prolongement des « réformes » menées depuis 1993 qui ont fait baisser le niveau de pensions d'environ 20% et aggravé les inégalités entre hommes et femmes. Une récente étude vient d'établir que le niveau moyen des pensions touchées par les femmes en 2008 était de 825 euros.

Cette politique s'inscrit dans une orientation libérale à l'échelle de l'Europe qui consiste à agir sur l'âge de la retraite pour la repousser, la durée d'assurance requise pour l'accroître et le niveau des pensions pour les réduire, tout en continuant à faire payer aux salariés les conséquences de la crise économique. Le dispositif idéologique de la droite reposera sur trois piliers, l'endettement public, la compétitivité des entreprises et l'Europe.

Avec une nouvelle attaque sur la protection sociale via les retraites, le gouvernement poursuit d'autres objectifs politiques : donner des gages aux marchés financiers, à la Commission européenne, sur sa volonté de réduire le déficit public, remobiliser l'électorat de droite après la défaite des régionales. L'opération consiste aussi à relancer la présidence Sarkozy sur le thème d'une « union nationale », déjà repris par certaines voix à gauche, d'un compromis acceptable pour tous. Mesurons bien que nous sommes toujours face à une entreprise globale, cohérente et réfléchie, qui consiste à un remodelage en profondeur de la France, tendant à casser toutes les formes de solidarités. Du débat sur l'identité nationale à la réforme des retraites, c'est la même visée et la même politique.

Il nous faut, comme en 2005, révéler les contre-vérités dans la communication gouvernementale. **Cette campagne d'argumentaire face aux mensonges de la droite sera déterminante.** Elle va tenter par exemple de relativiser la question de l'âge légal de départ à la retraite en prétextant du fait qu'il est aujourd'hui de 61,5 ans. Mais la vérité est de dire que six salariés sur dix sont hors emploi (chômage, invalidité, inactivité ou dispense de recherche d'emploi) au moment de liquider leur retraite. Point par point, sur toutes les vraies fausses évidences (« l'espérance de vie augmente, c'est normal de travailler plus », « les jeunes ne pourront pas financer les pensions des futurs retraités, il faut donc que ces derniers travaillent plus longtemps », « il y aura trop de retraités et pas assez d'actifs »...), nous avons les moyens de faire émerger dans le débat public les réalités.

Attention cependant à bien le faire à partir du ressenti de la grande masse des personnes que nous voulons convaincre.

Une illustration. Nous disons avec juste raison qu'**il y a des richesses**. Cette affirmation est admise quand il est question d'une minorité de privilégiés. L'INSEE vient de publier des chiffres éclairant une nouvelle fois l'obscénité d'une société où les ménages les plus aisés disposent tous les deux jours de ce que gagne en une année un travailleur payé au SMIC. Mais dans un contexte de crise économique, de désindustrialisation, de casse de l'emploi, de niveau de déficits publics atteignant des sommets, sommes-nous réellement compris par le plus grand nombre quand nous disons que la France est un pays riche qui a les moyens d'une politique sociale de haut niveau ?

Beaucoup de nos concitoyens aujourd'hui en doutent. Pour une écrasante majorité d'entre eux, l'âge d'or est derrière nous. Assurer l'avenir des retraites peut donc apparaître comme une idée certes généreuse mais peu réaliste. Pour bien se faire entendre sur nos propositions, pour ne pas apparaître « à côté de la plaque », il faut traiter sérieusement de cette question : est-il vrai que nous ayons les

moyens ? Un chiffre : si notre pays, dans les 40 prochaines années, a un taux de progression de ses richesses à un rythme de 1,7% - ce qui constitue un taux de croissance modéré, la richesse doublera. Elle passera donc de 1700 milliards d'euros à environ 3400 milliards. Sur une même période, les besoins de ressources supplémentaires pour financer les retraites sans les dispositions des « réformes » Balladur et Fillon seraient d'un peu plus de 200 milliards, soit 6% du PIB.

L'argument démographique pour les mêmes raisons ne tient pas. Il est tout à fait possible de financer l'augmentation de la durée de la vie. La réforme des retraites est un choix politique, pas une nécessité démographique.

Les manipulations pour truquer les termes du débat ne feront pas dans la finesse. Sitôt les premières prévisions chiffrées du COR connues, les sites d'information ont donné le calcul des déficits cumulés des retraites d'ici 2050. Sans recettes nouvelles, il atteindrait 2 600 milliards d'euros. Un très gros chèque en effet. Mais, ce que le rapport ne donne pas, c'est le PIB cumulé sur la même période : 120 000 milliards d'euros, il y a de quoi faire pour le financement de la protection sociale dont le gouvernement préfère organiser la vente à la découpe.

C'est une donnée essentielle à verser au débat à moins d'encourager une escroquerie doublée d'un gros mensonge consistant à détourner une part de la richesse nationale pour financer les retraites au profit des marchés financiers. Pris la main dans le sac dans un remake de « touche pas au grisbi » des revenus financiers, de la spéculation, des stock-options et des dividendes versés aux actionnaires!!! Décidément, que sont devenues les belles déclarations sur la moralisation du capitalisme, ils recommencent comme avant. Avec la même cupidité, avec les mêmes « éléments de langage » mais leurs fiches d'argumentaires ont pris un sérieux coup de vieux. Prenons les fonds de pension, présentés comme la solution d'avenir, une étude de la BNP-Paribas relève qu'entre janvier 2008 et juin 2009, ils ont perdu 3 900 milliards de dollars.

Les lignes bougent. C'est le cas pour la sacro-sainte règle qui interdisait de toucher aux **exonérations des cotisations** accordées par le gouvernement aux entreprises, qui pénalisent les budgets sociaux de 32 milliards d'euros et privent le système des retraites de près de 10 milliards. Aujourd'hui, ce dogme des libéraux est très sérieusement mis à mal.

Les retraites : un choix de société, un enjeu démocratique.

Le débat sur l'avenir de nos retraites pose comme premier enjeu celui d'un choix de société pour l'avenir. C'est à ce niveau là qu'il faut prendre les choses et bien expliquer pourquoi ce sujet concerne directement l'emploi, les salaires, la formation, le partage des richesses, l'avenir de la jeunesse, les inégalités hommes/femmes, la pénibilité au travail, la solidarité inter-générationnelle, l'activité de celles et ceux qui accèdent à la retraite, le temps de cette période de la vie, son utilité sociale. **Les réponses qui seront données au défi démographique auquel nous devons faire face, seront donc un véritable choix de civilisation.** Pour toutes et tous, de la petite enfance au crépuscule d'une vie.

Madame Parisot veut une société du « risque ». Nous préférons une société du mieux vivre ensemble, du développement des capacités humaines, de la sécurisation de la vie de chacune et chacun, de liberté.

Que veut la droite ? Une société éclatée, divisée, avec des individus jetables à merci, une société élitiste, d'insécurité permanente et de peur en l'avenir, une société précarisée dans tous les domaines de la vie, à tous les âges. Une société avec des personnes âgées paupérisées et des jeunes sans avenir. La grande démolition engagée, « réformes » après « réformes », dans notre pays et à

l'échelle de l'Union européenne, a pour objectif de faire sauter les derniers verrous, « les tabous » selon l'expression de L.Parisot sur l'âge légal de départ à la retraite, pour ouvrir un nouveau marché aux puissances financières au détriment de l'intérêt général. Ça recommence...

On nous dit : c'est « inéluctable », il n'y a pas d'alternative, « pas d'autres solutions » que de réfléchir à partir des critères retenus. **Cette idée exprime un refus du débat démocratique.** Comme si rien ne s'était passé. Comme avant la crise, dont il a été pourtant dit que plus rien ne pourrait se passer comme avant, et donc pour commencer se réfléchir, se débattre comme avant, voici revenues les vieilles ficelles du débat tronqué, escamoté, bâclé. Voici de nouveau les appels au « compromis », à la « sagesse », le retour des « experts » sur les plateaux télé, la mine grave, culpabilisant celles et ceux qui, par leur « égoïsme », leur « esprit corporatiste », aurait l'audace de refuser la « réforme » proposée. Alors que le C.O.R a été aveugle face à la crise, aujourd'hui les scénarios proposés se résument à l'accompagnement de celle-ci. Et même avec un « plein emploi », le problème du financement des retraites n'est toujours pas réglé...

Ce n'est pas aux salariés, aux retraités à payer les conséquences de la crise du capitalisme. Pour les régimes de retraites, à l'horizon de 2024, cette crise provoquerait des pertes cumulées d'un niveau de 320 milliards d'euros. Seul un changement de politique économique et sociale peut nous sortir des scénarios catastrophes qui s'étalent depuis mercredi à la une des médias, à l'exception du journal *l'Humanité*, qui, comme en 2005, sera un atout irremplaçable pour informer, décortiquer et proposer.

Sur un sujet aussi important, c'est à notre peuple de décider. Et à personne d'autre. Notre campagne pour les retraites pose l'enjeu démocratique, comme pour le Traité constitutionnel en 2005, comme un levier décisif pour une intervention citoyenne qui peut, une nouvelle fois, renverser la table et mettre en échec les scénarios pré-établis.

Le débat doit avoir lieu. En conscience, à partir des éléments clés du dossier des retraites, chacune et chacun doit pouvoir se faire sa propre opinion. Nous avons confiance dans le choix des Françaises et des Français. Allons vers un débat projet contre projet, un débat sérieux, loyal, de qualité, de confrontations à partir des réalités, un débat réellement pluraliste et contradictoire, ne posant aucun a priori, un débat enrichissant sur un sujet qui mérite tout autre chose que des calculs politiques et des manipulations.

Ce débat est attendu bien au delà de nos frontières. Je veux faire ici écho aux attentes de nombreuses forces progressistes européennes. Sans pouvoir développer cette question, sur laquelle il faudra travailler dans le cadre de la préparation du prochain congrès du PGE, je veux simplement ici souligner que le débat sur les retraites dans notre pays s'ouvre alors que les grands médias nous font croire que le peuple grec vient d'être « sauvé » par un sévère plan d'austérité imposant notamment abaissement des salaires, recul de l'âge de la retraite. La crise du capitalisme dont est victime le peuple grec permet aujourd'hui une nouveauté particulièrement préoccupante avec l'entrée du Fonds monétaire international dans les finances européennes.

Quels sont les effets de ce matraquage dans l'opinion publique ? Sondage après sondage, la majorité des personnes interrogées envoient trois messages sur la question des retraites. Malgré deux décennies de dramatisation sur le sujet, de « réformes » qui n'ont cessé d'attaquer et d'affaiblir le régime par répartition, de le discréditer par des campagnes ne promettant que du sang, de la sueur et des larmes, ils expriment leur attachement à ce système solidaire, à la retraite à 60 ans. Mais le doute est bel et bien là sur l'avenir des retraites. Ils ne veulent pas le statu quo, s'interrogent sur la manière pour conserver cette conquête sociale. Aujourd'hui, dans les faits, l'âge moyen de

liquidation des droits est de 62 ans.

C'est à cela qu'il nous faut répondre. **Nous proposons de mener une campagne particulière en direction des jeunes.** Cette question est vraiment décisive. Aujourd'hui, deux jeunes sur trois estiment qu'ils ne bénéficieront pas d'une retraite suffisante. Comment se sentir concernés par un régime qui augmente sans cesse le nombre de trimestres nécessaires pour pouvoir faire valoir ses droits à une retraite pleine et entière alors que l'âge moyen pour accéder à un emploi stable est aujourd'hui estimé à 27 ans ? La droite ne s'y trompe pas. Ce décrochage de la jeune génération, dans une période de crise où la société stigmatise sa jeunesse, est pour elle le moyen de briser le pacte solidaire entre générations, l'un des fondements du système par répartition. C'est aussi une voie ouverte pour la capitalisation et des formules de retraites qui reposent sur le marché. Avec l'organisation des Jeunes communistes, qui traitera de cette bataille politique lors de son congrès qui débute aujourd'hui même, nous voulons démultiplier au cours des deux prochains mois, les lieux de rencontres et d'échanges avec les jeunes pour les sensibiliser. Ils seraient les premières victimes de la mise en œuvre de la « réforme » des retraites. Pour les mêmes raisons qui ont mobilisé la jeunesse contre le CPE, l'intervention de la jeune génération sera l'un des enjeux de la période. Nous avons besoin d'un coup de jeunes pour nos retraites.

La campagne des communistes.

Nous ne sommes pas dans la défense des acquis sociaux avec l'idée de sauver ce qui peut encore l'être. Ces acquis, comme le droit à la retraite, sont des points d'appui pour faire évoluer les rapports de force et aller rapidement vers de nouveaux progrès. Il s'agit pour nous de travailler à la contribution des communistes à la définition des objectifs, en l'occurrence pour l'avenir des retraites, sur lesquels il est nécessaire que s'opèrent des rassemblements suffisamment forts et déterminés pour en imposer la réalisation et pour que le changement réussisse.

Il faut une réforme des retraites. Notre système est aujourd'hui confronté à des problèmes démographiques réels. Il faut s'expliquer sur cette question. L'arrivée des générations du baby-boom et l'allongement de l'espérance de vie déséquilibrent le rapport entre le nombre de personnes en âge de travailler au nombre de personnes en âge d'être à la retraite et posent donc de sérieux problèmes au financement des régimes. La part relative des 60 ans et plus dans la population va passer de 24% aujourd'hui à 36% en 2040.

Comment, face à ce défi, ouvrir le nouveau chapitre d'un système solidaire ?

Notre proposition globale sur l'avenir des retraites, droit auquel nous sommes très attachés, peut donc être résumée de la façon suivante :

- ***Un système basé sur les cotisations salariés et employeurs et non sur une fiscalisation .***
- Un régime de retraite par répartition avec une indexation des pensions sur les salaires et non les prix. Nous voulons abroger les réformes Balladur et Fillon avec notamment la suppression de la décote et le retour aux dix années de références pour le secteur privé.***
- Un régime complémentaire actuel à consolider et à pérenniser dans le cadre de négociations avec les organisations syndicales.***
- Un départ à 60 ans à taux plein (75% du salaire de référence) pour tous et toutes avec la prise en compte de la pénibilité, négociée avec les organisations syndicales, de professions particulières donnant droit à des départs anticipés.***
- Les dispositions spécifiques pour les femmes doivent être maintenues et améliorées par la négociation.***

La validation des années d'études dans le calcul de la retraite.

•La mise en place d'une allocation d'autonomie et de formation de la jeunesse et une garantie d'emploi et de formation tout au long de la vie qui permette de cotiser dès 18 ans pour financer une retraite à taux plein.

•La sécurité d'emploi et de formation tout au long de la vie active.

Nous posons ainsi le principe d'une période de financement de la retraite entre 18 et 60 ans un départ à 60 ans à taux plein pour toutes et tous. Bien entendu, la durée totale de financement n'est pas à comparer avec le temps actuel d'assurance qui n'est que sur le temps d'activité.

Il faudra aussi parler d'un grand service public pour ce troisième temps de la vie.

C'est possible avec :

•Une réforme du financement passant par une refonte des cotisations avec la modulation de leur calcul, pour pénaliser les entreprises qui réduisent l'emploi et les salaires.

•Dans l'immédiat la mise en place de cotisation au même taux que pour les salaires sur les revenus financiers des entreprises pour la protection sociale dont les retraites.

Prenons bien la mesure d'une chose, c'est l'une des clés de la réussite de notre campagne : **nous abordons la question des financements de ces propositions dans un tout autre contexte.** En 2003, la question de la mise à contribution des revenus financiers trouvait un très faible écho dans le débat sur les retraites. Ce n'est plus le cas. Le rapport de force idéologique a changé. Nous engageons la bataille des retraites dans un contexte nouveau, inédit. Aujourd'hui, dans le débat sur les ressources supplémentaires pour assurer les besoins des retraites, c'est nous qui avons « la puissance de feu d'un croiseur et des flingues de concours ». Cette question est dans les manifestations. Longtemps interdite des grands médias, plus personne ne peut aujourd'hui en contester la réalité. La droite, sur le recul, est obligée d'aller sur le terrain d'un partage de l'effort, parle d'équité. Allez, encore un petit effort, de l'équité à la justice sociale, il y a un chemin qui passe par une valeur, celle de la solidarité.

Nous pouvons donc être à l'offensive sur la mise à contribution des revenus financiers des entreprises et des institutions financières au même taux que les salaires. Ces revenus, qui ne participent pas au financement de la protection sociale, s'élevaient en 1998 à 260 milliards d'euros. Soumis aux taux de la cotisation patronale (8%), c'est 22 milliards d'euros en plus pour les caisses de retraites. Mais il faut aussi de l'incitation ; c'est possible avec une simple modulation du taux de la cotisation en fonction du rapport entre salaires versés et valeur ajoutée produite. Cela augmenterait considérablement les recettes de cotisations en encourageant les entreprises à faire le choix de l'emploi, de la formation, des politiques salariales actives et non celui des placements financiers.

Le financement des retraites par répartition repose d'abord sur l'emploi et les salaires. Il faut le dire aussi clairement en engageant une campagne de très haut niveau sur cette question. Là encore, quelques chiffres parlent d'eux-mêmes : actuellement, plus de 5 millions de salariés de la population active sont en réalité en inactivité ou en grande précarité, leur emploi financerait la moitié des besoins de la retraite; la création de 100 000 emplois, c'est 2 millions de cotisations sociales en plus. Profitons de la grande campagne sur les retraites pour parler de la qualité de ces emplois, du type de progression de la productivité du travail, pour encourager à une grande politique pour la recherche et l'industrie, à une vision, une stratégie qui manque tant à notre pays. Relevons enfin sur cette question, que le COR confirme, combien l'emploi, en quantité et qualité, et les salaires sont l'essentiel pour sauver la répartition. Mais, comme ses outils d'analyse font en

réalité de l'emploi la variable d'ajustement, et qu'ils admettent comme fatale l'explosion des prélèvements financiers du capital sur les richesses produites, il retient comme « raisonnable » l'hypothèse, à l'horizon 2021-2050, d'un taux de chômage officiel de 7%, soit quelque 1,8 millions de chômeurs!

Notre campagne doit être très offensive en direction des salariés, sur les lieux de travail, aux portes des entreprises. Dès à présent, actons le principe de retourner partout où nous sommes allés lors de la campagne des élections régionales. Dans la fonction publique, les discussions débiteront le 22 avril. Là encore, il nous faut un très fort niveau d'engagement alors que le gouvernement vient d'annoncer une nouvelle saignée de 34000 départs à la retraite non remplacés en 2011, plus 2000 postes chez les opérateurs de l'Etat.

Nos propositions, chiffrées, précises, tordent le cou à la prétendue impossibilité d'assurer le financement des retraites à l'horizon des 30 prochaines années. Elles ne relèvent donc pas d'un périmètre réservé à quelques spécialistes. Comme en 2005, des questions jugées ardues (rappelez-vous les premiers arguments des partisans du « oui », « ne vous en occupez pas, c'est très compliqué, faites-nous confiance ») peuvent être au cœur d'une grande bataille politique. C'est notre ambition pour cette campagne sur l'avenir des retraites. Une alternative est à portée de main, c'est possible tout peut être, au final, ramené à une seule et unique question : quelle est la part des richesses produites que notre pays est prêt à consacrer aux retraites ?

Pour cette campagne de luttes, d'idées et de propositions, le secteur communication construit des outils nationaux pour permettre aux communistes de s'y impliquer totalement, de mener la campagne d'alerte, d'explication, de conviction et de mise en mouvement des salarié-es et des citoyen-nes.

Ils accompagneront la diffusion du **numéro spécial de *l'Humanité***, disponible fin avril, comprenant un historique des batailles pour la retraite, un argumentaire précis permettant aux militants progressistes de mener la campagne d'explications autour d'eux. Notre objectif, avec ce numéro est une diffusion de même ampleur que celle de l'édition spéciale décryptant le projet de constitution européenne. Rappelez-vous, cette initiative avait permis de franchir une étape décisive.

Nous mettrons à disposition de toutes les fédérations un **8 pages A5 édité en 3 millions** d'exemplaires, **deux affiches et des autocollants** pour marquer dès le 1er mai, dans les points de vente du muguet et dans les cortèges syndicaux, notre contribution à la bataille de la retraite. Nous voulons avec **les visuels de cette campagne** produire un choc qui permette à notre campagne d'éducation populaire et de débat politique de percer. Ils traiteront de deux questions principales : l'enjeu de civilisation et le recul de société porté par le projet de la droite sur les retraites. En terme d'image, nous avons fait de la jeunesse notre cible privilégiée.

Ces matériels seront, avec le numéro de *l'Humanité*, au cœur de **la semaine d'actions dans les quartiers et les entreprises, sur les marchés que je vous propose d'adopter du 1er au 6 mai.**

Parallèlement, nous allons ouvrir **un site du PCF** spécifique comprenant nos propositions, les éléments du débat, nos initiatives et nos matériels, les documents ressource permettant à chacun et chacune de se faire son opinion. Nous fabriquons une série de courtes vidéos « virales » qui sont destinées à se propager très vite sur internet. Comme nous l'avons réussi avec le PUM il y a 2 ans, nous voulons commencer, sur le mode de la parodie à stigmatiser les projets de la droite et malmener la pensée unique, créer la surprise, le rire même, et attirer l'attention sur le PCF en tant qu'émetteur important de messages sur ce thème. Mi-mai, nous disposerons d'un film, expression directe, autour de l'enjeu politique et de nos propositions, diffusé sur le service public et présent

aussi sur internet.

Nous proposons de prendre l'initiative de **1000 débats en France sur l'avenir des retraites**. Nous pourrions décider d'organiser, partout où cela sera possible dans les sections et dans les fédérations, des rencontres publiques pour l'avenir des retraites, la veille de nos conférences de section et fédérales. Un kit de ces rencontres comprenant des modèles de tract, d'invitations et d'affichettes déclinant les visuels de notre campagne, sera disponible.

Cette campagne forte du PCF s'inscrit dans notre volonté de contribuer à un **front de riposte inédit, un front de propositions, un front politique, social, intellectuel, citoyen et inter-générationnel gagnant qui porte une ambition pour toute la société**.

Elle s'articulera évidemment à toutes les mobilisations sociales et syndicales. Et aussi à l'appel à la mobilisation lancé par Attac et Copernic « à faire entendre les exigences citoyennes sur les retraites ». Nous en sommes partie-prenante, comme un très large éventail de personnalités, dirigeants des partis de gauche, intellectuels, syndicalistes et du mouvement associatif qui en sont signataires et donnent la mesure du front qui peut se construire pour la défense des retraites.

Pendant toute cette bataille sur les retraites, les parlementaires communistes joueront bien sûr leur rôle, notamment dans le débat parlementaire et, à l'écoute des citoyens, du mouvement syndical, social et politique élaboreront **une proposition de loi alternative** qu'ils déposeront face à celui du gouvernement.

Notre congrès d'étape à la mi-juin pourrait faire un point de la situation dans le pays et décider de la nature d'une nouvelle initiative des communistes pour contribuer à la victoire pour nos retraites et, avec elle, ouvrir une perspective de progrès et d'espoir.

Je vous remercie.